Russie : le gazoduc Turkish Stream pour annihiler le rôle de l'Ukraine, une surprise ?

Description

Par Céline Bayou (sources : *Svoboda.org, NewEurope, EUObserver, Tanjug b92*)

La déclaration a sonné comme un ultimatum aux oreilles des Européens qui ont semblé abasourdis. Ils n'auraient pas dû: le président de Gazprom, Alexeï Miller, n'a fait que confirmer, le 14 janvier 2015, ce qui avait été annoncé début décembre par le Président russe lorsque celui-ci avait annoncé l'abandon du projet de gazoduc South Stream. Le tube serait donc, selon les vœux des dirigeants russes, remplacé par le Turkish Stream, dédié à l'acheminement du gaz jusqu'à la frontière turco-grecque. Aux Européens ensuite de voir de quelle façon ils souhaiteraient récupérer et transporter le gaz. L'objectif de la Russie, et là encore rien de nouveau, est que ce tube rende inutile l'utilisation du gazoduc qui traverse l'Ukraine et permet aujourd'hui de transporter près de la moitié du gaz russe destiné aux pays de l'Union européenne. Le South Stream n'avait pas d'autre but et les Européens en étaient bien conscients. À tout le moins la Russie ne s'en était-elle jamais caché.

La question est maintenant, si l'on se fie aux déclarations du dirigeant de Gazprom, entre les mains des Européens: souhaitent-ils mettre en place un système afin de récupérer le gaz à la frontière grecque? D'après la déclaration d'A.Miller, il leur reste peu de temps pour se décider. Dans la négative, le gaz pourrait finir sur d'autres marchés. Ce qui a semble-t-il agacé le vice-président de la Commission européenne en charge de l'énergie, Maroš Šefčovič, en visite à Moscou et qui s'est dit «surpris» avant de qualifier cette proposition de nocive à l'image de la compagnie russe en tant que partenaire fiable.

Mais il faut garder en tête que, pour le moment, le Turkish Stream n'existe que dans la tête des dirigeants russes, que le partenaire turc n'est pas forcément à l'avantage de la Russie et que, si les pays européens ne viennent pas récupérer le gaz à la frontière turco-grecque… on ne sait pas trop qui viendra le prendre. L'évocation de 63 milliards de m3 transportés par le Turkish Stream laisse également dubitatif: il s'agit du volume qui était envisagé pour le South Stream mais il n'est pas acquis que la Turquie soit intéressée par le transit d'un volume si important.

Se voulant optimiste, l'ambassadeur letton en Grèce, Ivars Pundurs (son pays assure la présidence du Conseil de l'UE depuis le 1er janvier), a déclaré que cette nouvelle déconvenue pourrait avoir un effet positif en stimulant le lancement de l'Union de l'énergie, discutée au sein de l'UE depuis des années.

En revanche, les pays du sud de l'Europe ne laissent pas d'exprimer leur inquiétude. Le Premier ministre bulgare, Boïko Borissov, espérait que le Commissaire européen plaiderait en faveur de son pays auprès d'A.Miller, afin que Varna devienne un hub énergétique, recevant et dispatchant du gaz de tous pays et sous toutes formes. Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Peter Szijarto, espère voir s'intensifier les discussions entre la Turquie, la Grèce, la Macédoine et la Serbie afin de récupérer ce gaz et de l'acheminer vers l'Europe centrale.

date créée
15/01/2015
Champs de Méta